

Semaine de la santé sexuelle Bilan 2023



Bureau des infections par le VIH, IST, hépatites et tuberculose (SP2)
Sous-direction de la santé des populations et de la prévention des maladies chroniques
Direction générale de la santé
Ministère de la santé et de la prévention

Table des matières

1.	Introduction.....	3
2.	Nombre de réponses par régions.....	4
3.	Période d'action	4
4.	Types de structures répondantes.....	5
5.	Mise en place de partenariats.....	6
6.	Thèmes abordés par les structures répondantes.....	7
a.	Prévention du VIH et des autres IST (préservatif, PrEP, TPE, TasP...)	7
b.	Contraception/Contraception d'urgence.....	9
c.	Dysfonctions sexuelles :	9
d.	Consentement.....	10
e.	Nombre de thèmes officiels abordés	10
f.	Autres thèmes abordés.....	11
7.	Formation.....	11
8.	Lieux des actions et publics cibles	12
9.	Outils de communication	14
a.	Types d'outils	14
b.	Canaux de diffusion des outils	14
10.	Limites de ce bilan.....	15
11.	Données qualitatives.....	15
a.	Lien avec les structures partenaires	15
b.	Communication et utilisation des outils de prévention.....	15
c.	Impact sur l'organisation des structures.....	16
d.	Besoin d'anticiper la communication et la coordination	16
e.	Besoin d'améliorer la coordination.....	17
f.	Choix des dates et de la durée.....	17
g.	Recueil des données	17
12.	Conclusion.....	18

1. Introduction

La semaine de la santé sexuelle est portée par l'action 4 de la feuille de route 2021-2024 de la stratégie nationale de santé sexuelle 2017-2030, qui vise à transformer la semaine du dépistage en semaine de la santé sexuelle.

Les enjeux sont de :

- Sortir d'une approche centrée sur l'infection par le VIH et les autres IST en répondant aux besoins plus larges en matière de prévention et de promotion de la santé sexuelle et reproductive
- Inscrire un nouveau temps fort de communication autour de la santé sexuelle dans l'année ;
- Promouvoir une approche globale, positive et respectueuse de la sexualité afin de permettre à toutes et tous de vivre des expériences agréables et sûres, exemptes de coercition, de discrimination et de violence.

Avec les objectifs opérationnels suivants :

- Soutenir les initiatives locales par un pilotage national et l'appui de Santé publique France
- Mettre en place un calendrier unique
- Renforcer la communication nationale

Après une première édition en 2022 centrée autour de la lutte contre les discriminations LGBT+, la semaine de la santé sexuelle 2023 a eu lieu du 5 au 11 juin et portait sur quatre thèmes :

- La prévention des infections sexuellement transmissibles
- La contraception
- Le consentement
- Les dysfonctions sexuelles

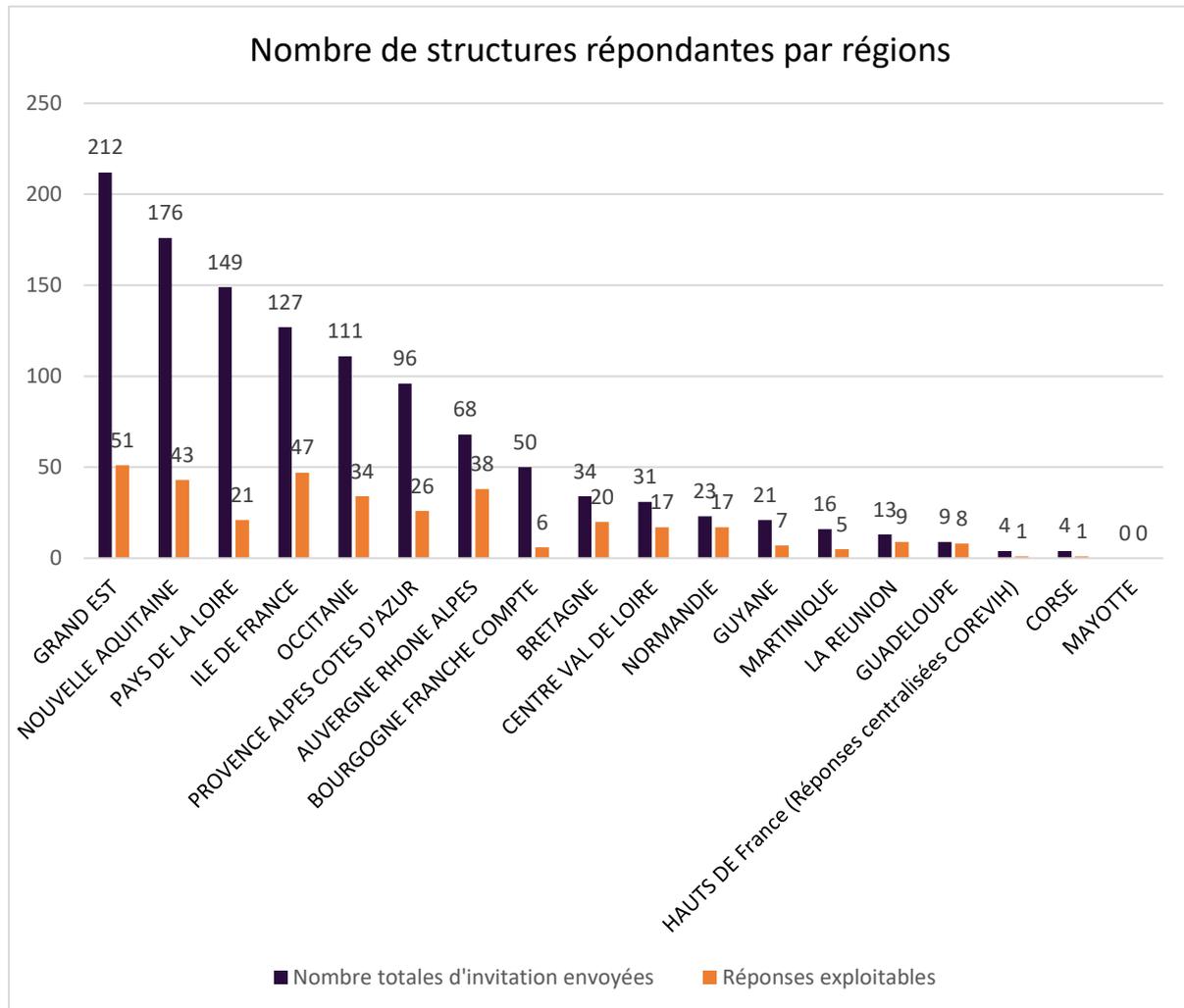
Santé publique France a poursuivi son appui en 2023 à la semaine de la santé sexuelle au niveau national et territorial en déployant une campagne de communication autour de ces quatre thèmes, à destination de la population générale (adultes). Dans l'ensemble des régions, des actions sont organisées par les acteurs de terrain sous l'égide des ARS.

Le bilan présenté ci-dessous est issu du questionnaire en ligne envoyé par les ARS aux structures ayant mis en œuvre une ou plusieurs actions lors de cette semaine.

Les réponses ont été recueillies du 23 mai au 31 août 2023 par le bureau SP2 de la DGS. Plusieurs relances ont eu lieu au cours de l'été. L'analyse descriptive a été effectuée en septembre 2023.

2. Nombre de réponses par régions

Le nombre total de réponses exploitables est de 351 parmi les 1139 invitations envoyées par les ARS aux structures ayant mis en place une ou plusieurs actions (le détail de chaque action n'est pas analysé dans ce bilan). Les réponses exploitables sont issues des réponses complètes mais aussi de celles incomplètes comportant des éléments pertinents pour l'analyse : *a minima* les réponses devaient porter sur le choix des thèmes abordés par la structure, les outils de communication utilisés et le ou les publics cibles.



3. Période d'action

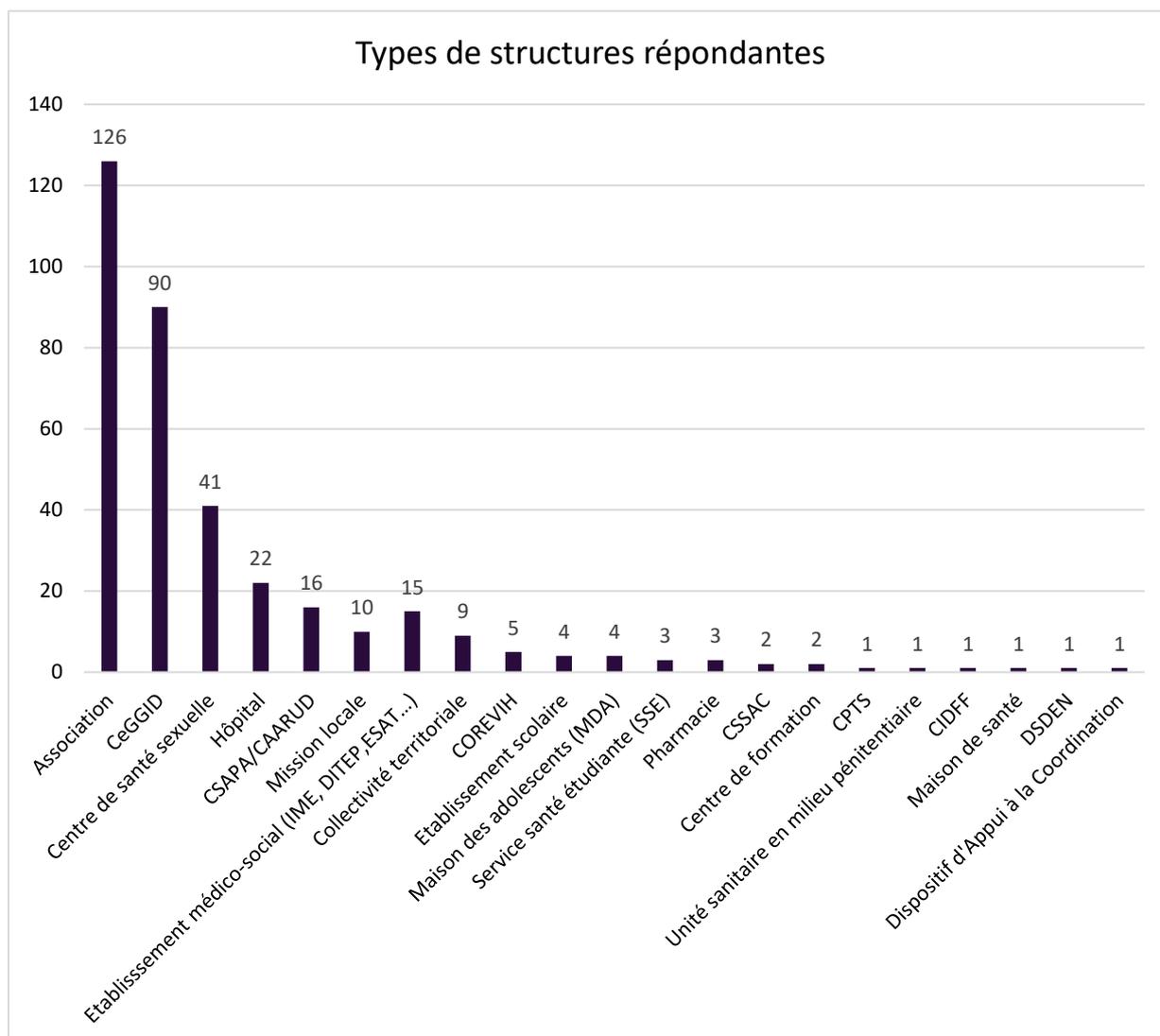
Période des actions mises en place par les structures :

- Lors de la semaine de la santé sexuelle
 - du 5 au 11 juin : 181 structures, dont 63 structures ayant mis en place des actions sur une durée supérieure à une semaine.
- Hors période de la semaine de la santé sexuelle : 70 structures.

4. Types de structures répondantes

Les principales structures ayant mis en place des actions lors de cette semaine sont les associations (35%) puis viennent les CeGIDD (25%) et en troisième position les centres de santé sexuelle (ex-CPEF) (11%).

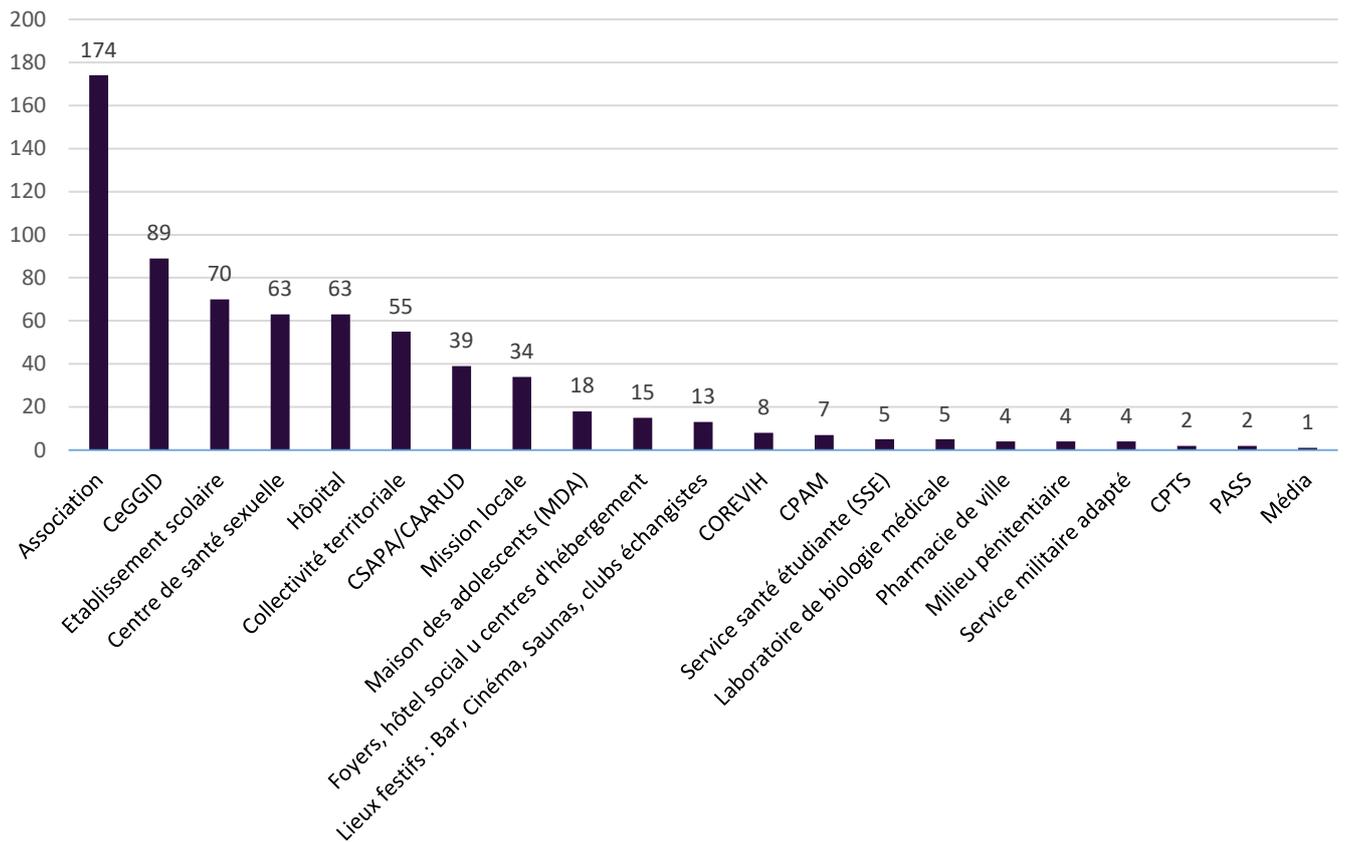
Parmi les structures répondantes, 235, soit 67%, avaient participé à l'édition 2022 de la semaine de la santé sexuelle.



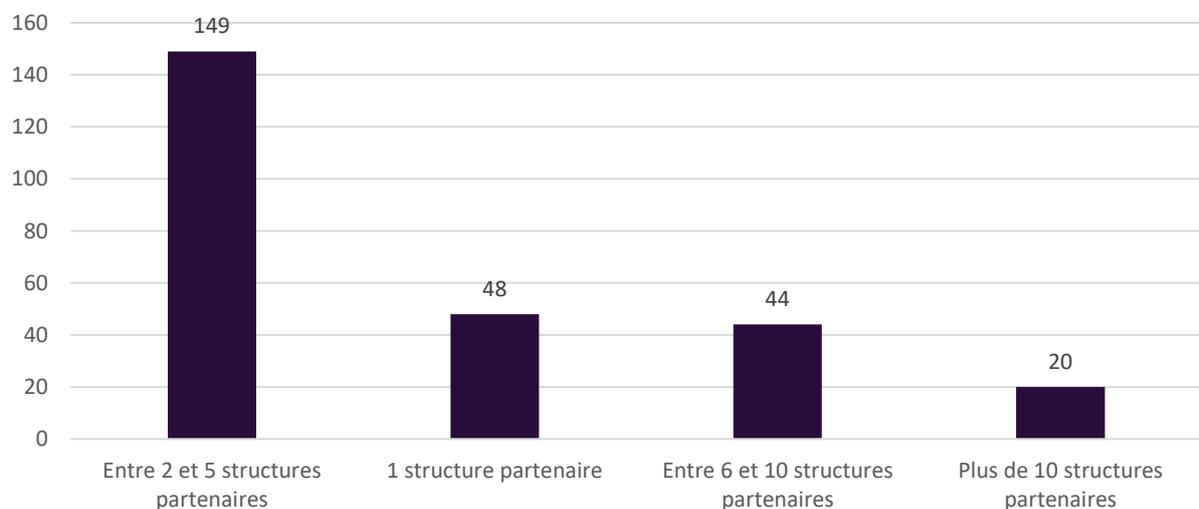
5. Mise en place de partenariats

Parmi les réponses, 261 structures ont répondu avoir développé des partenariats, le plus souvent avec des associations, des CeGIDD ou des établissements scolaires. Dans plus la moitié des cas, soit pour 150 structures, il s'agissait de nouveaux partenariats développés à l'occasion de la semaine de la santé sexuelle.

Types de structures partenaires



Nombre de structures partenaires par répondant

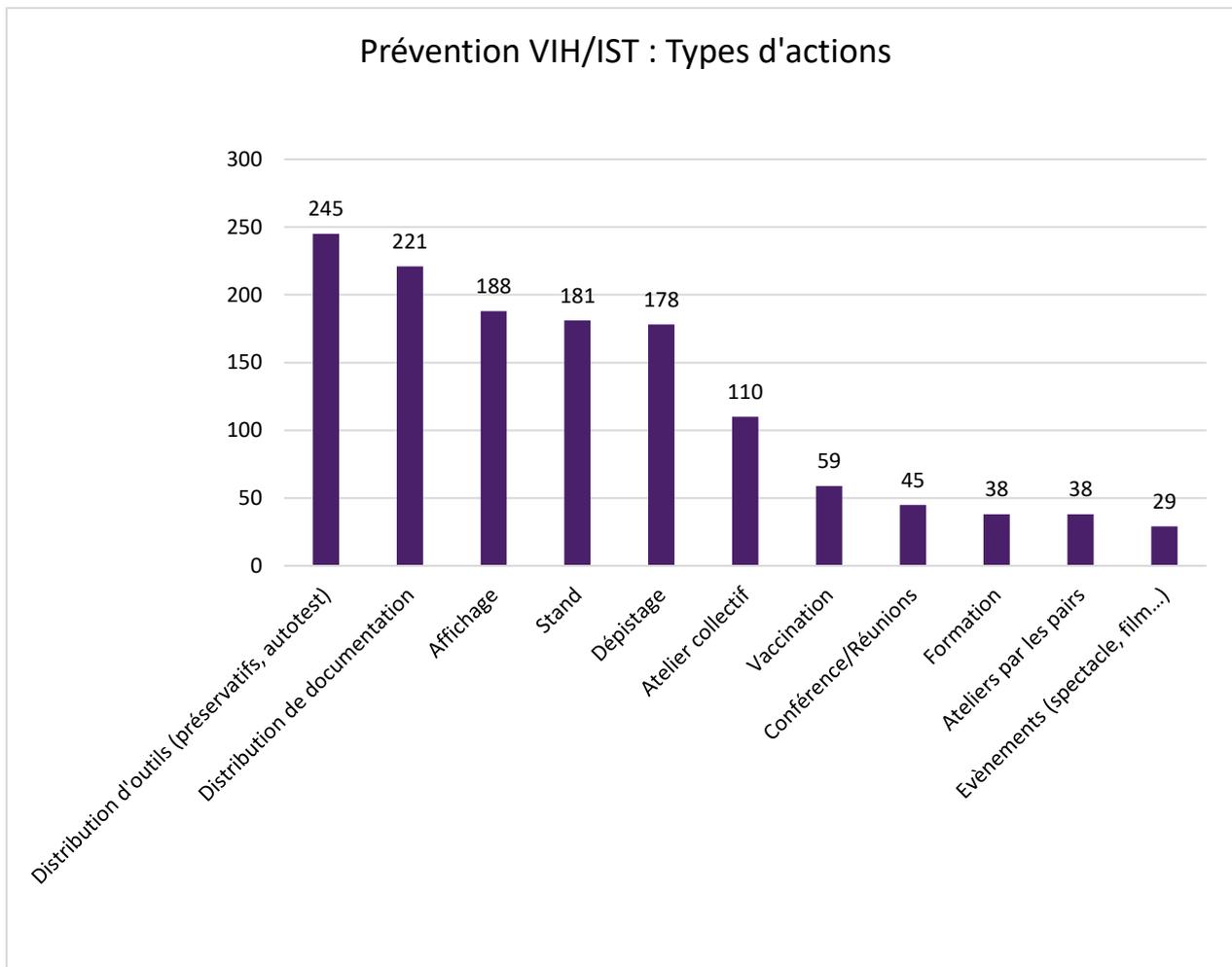


6. Thèmes abordés par les structures répondantes

Grille de lecture : les différents items de types d'actions étaient les mêmes pour tous les thèmes. De manière générale, chaque thème choisi par les structures pouvait être un moyen d'aborder de manière plus globale l'intégralité de la santé sexuelle. C'est pourquoi il apparaît une distribution d'outils prévention parfois éloigné du thème sélectionné.

a. Prévention du VIH et des autres IST (préservatif, PrEP, TPE, TasP...)

- 283 structures parmi les 351 répondantes ont mis en place des actions concernant la prévention du VIH et des autres IST.



Focus sur la vaccination :

- **Nombre de vaccinations réalisées toutes régions confondues : 519**
Dont VHB : 185
Dont HPV : 148
- **Nombres de structures ayant réalisé des vaccinations : 30**

Focus sur les dépistages :

- **Nombre de dépistages totaux (TROD, sérologies et PCR) réalisés : 3884**
- **Nombres de structures ayant réalisé des dépistages : 46**
- **Constat d'un nombre important de 1^{er} dépistage allant de 1/3 à près de la moitié des personnes dépistées concernant le VIH et les hépatites B et C.**

	Nombre de TROD réalisés	Nombre de TROD positifs	Nombre de sérologies réalisées	Nombre de sérologies positives	Personnes concernées par un 1 ^{er} dépistage
VIH	3047	12	2249	15	1117
VHC	1821	33	1296	24	948

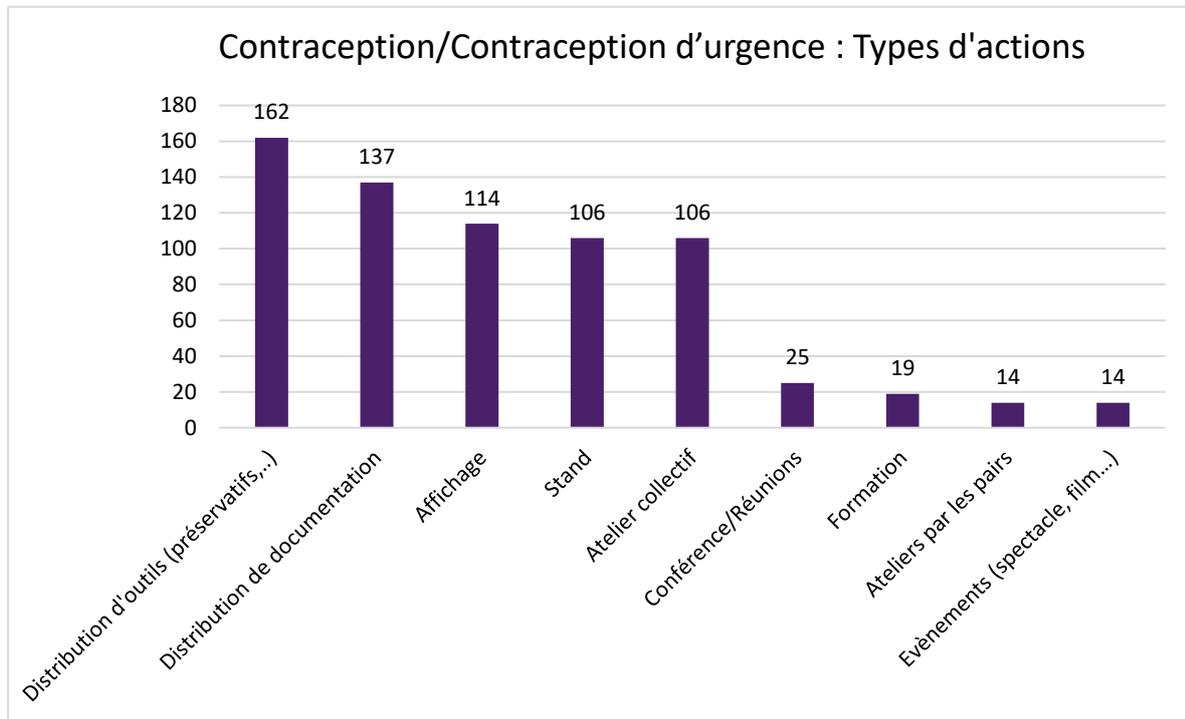
	Nombre de TROD Ag HBs réalisés	Nombre de TROD positifs	Nombre de sérologies réalisées	Nombre de sérologies AgHBs positives	Personnes concernées par un 1 ^{er} dépistage
VHB	1610	37	1441	39	841

	Nombre de sérologies réalisées	Nombre de nouveaux diagnostics	Personnes concernées par un 1 ^{er} dépistage
Syphilis	1950	51	449

	Nombre de PCR réalisées	Nombre de PCR positives	Personnes concernées par un 1 ^{er} dépistage
Chlamydia	2361	160	441
Gonocoque	2361	118	441

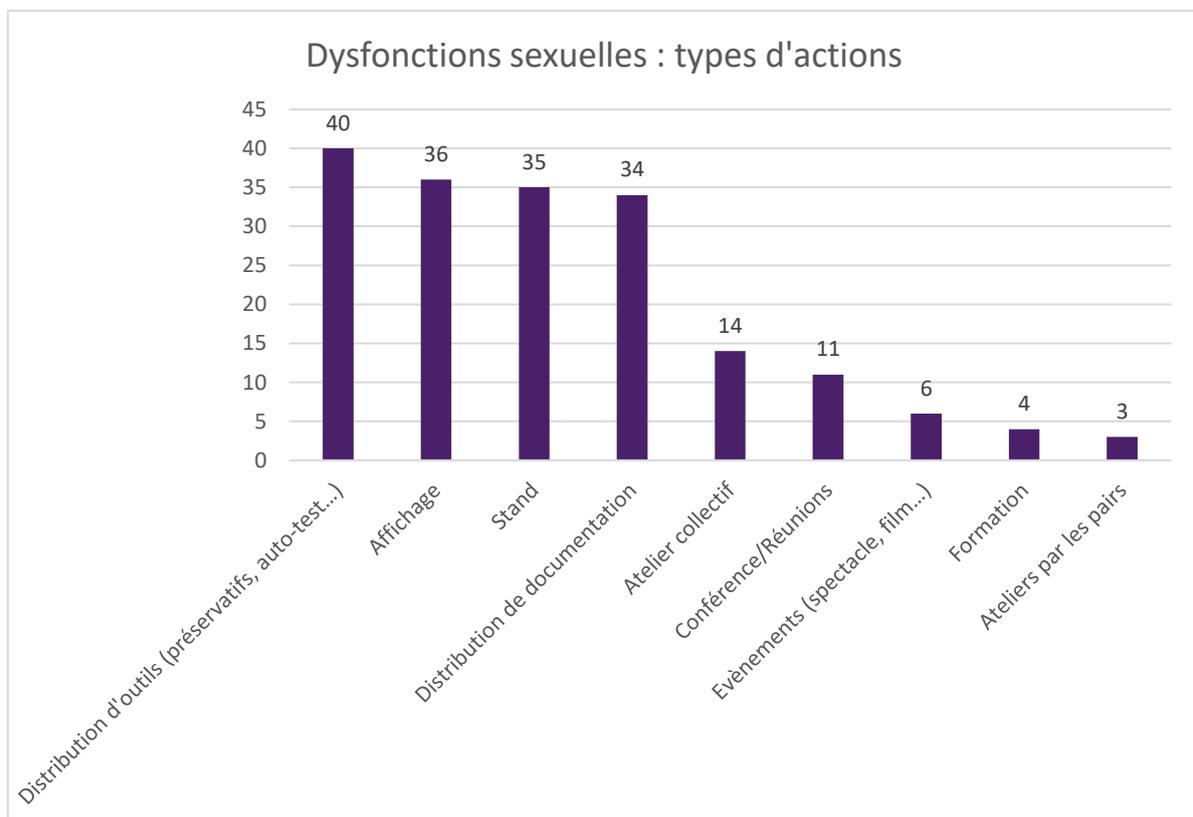
b. Contraception/Contraception d'urgence

- 204 structures ont déclaré avoir mis en place des actions concernant ce thème.



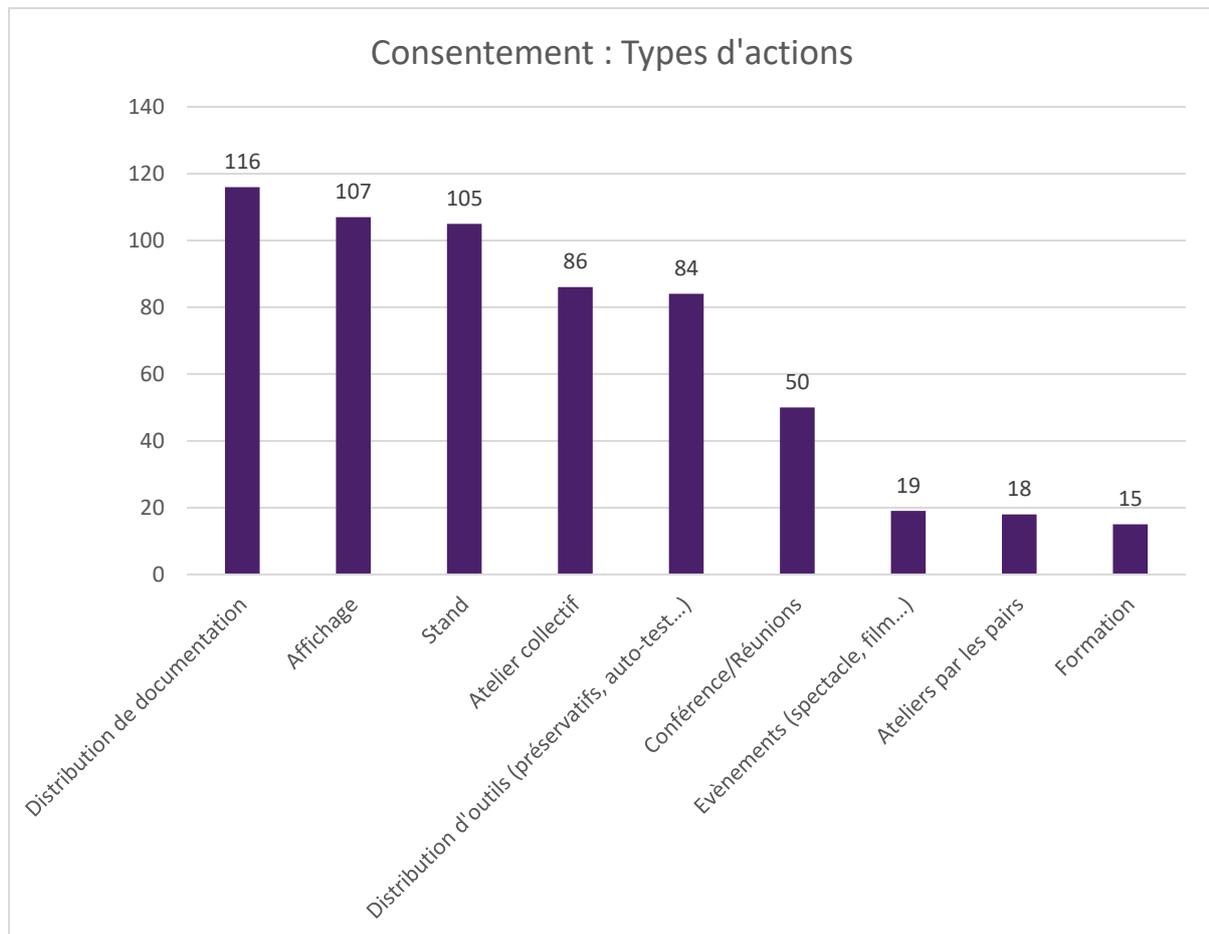
c. Dysfonctions sexuelles :

- 80 structures ont mis en place des actions concernant ce thème.



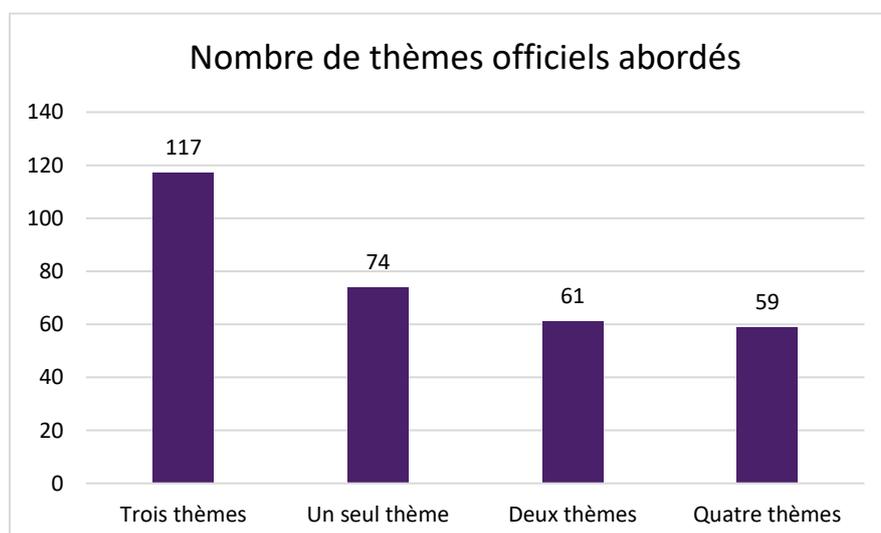
d. Consentement

- 227 structures ont mis en place des actions des concernant ce thème



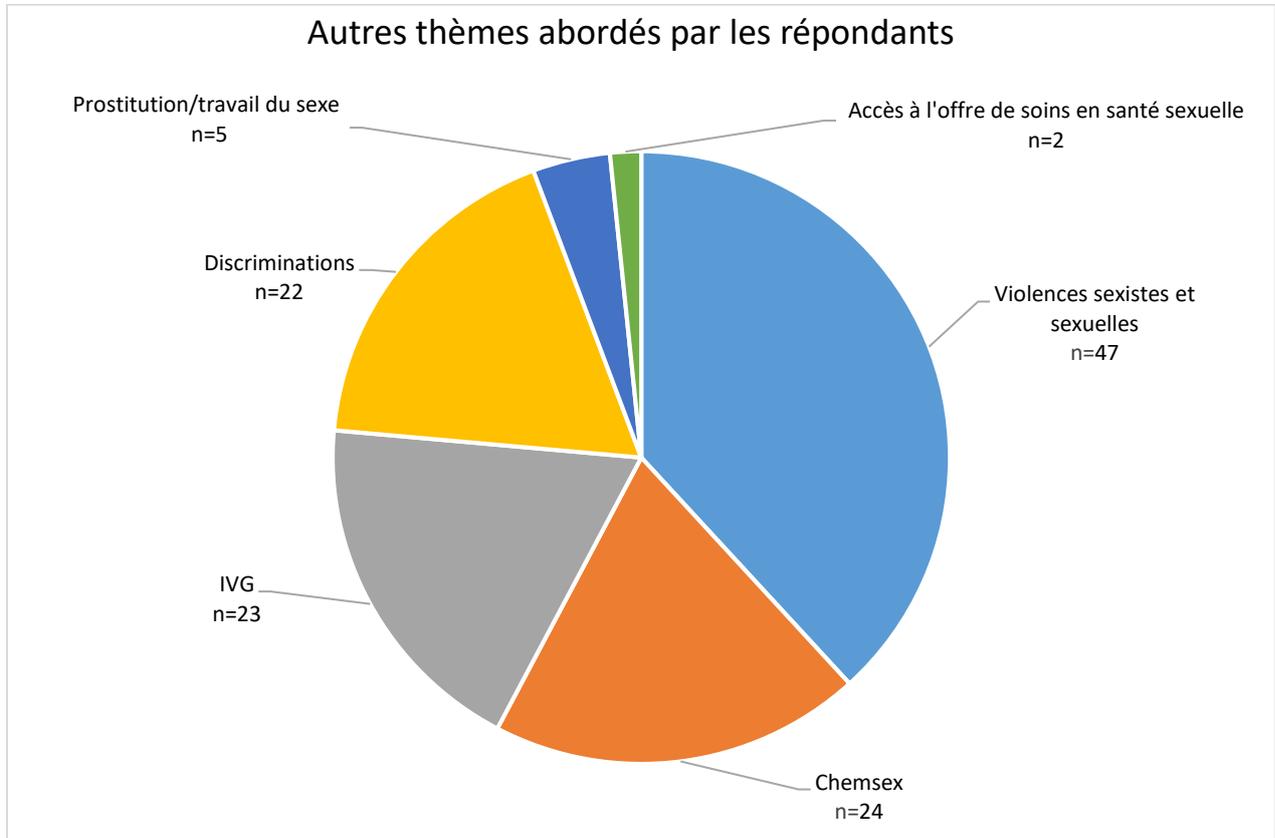
e. Nombre de thèmes officiels abordés

Parmi les quatre thèmes officiels de la campagne, la majorité des structures ayant réalisé une ou plusieurs action(s) ont évoqué plusieurs des thèmes officiels de la semaine.



f. Autres thèmes abordés

Les actions concernant d'autres thèmes portaient sur : les violences sexistes et sexuelles, l'IVG, le chemsex, les discriminations (liées au VIH, LGBTQIA+ phobie...), la prostitution/travail du sexe ou encore l'accès à l'offre de soins en santé sexuelle (lieux où consulter, accès à une couverture sociale).



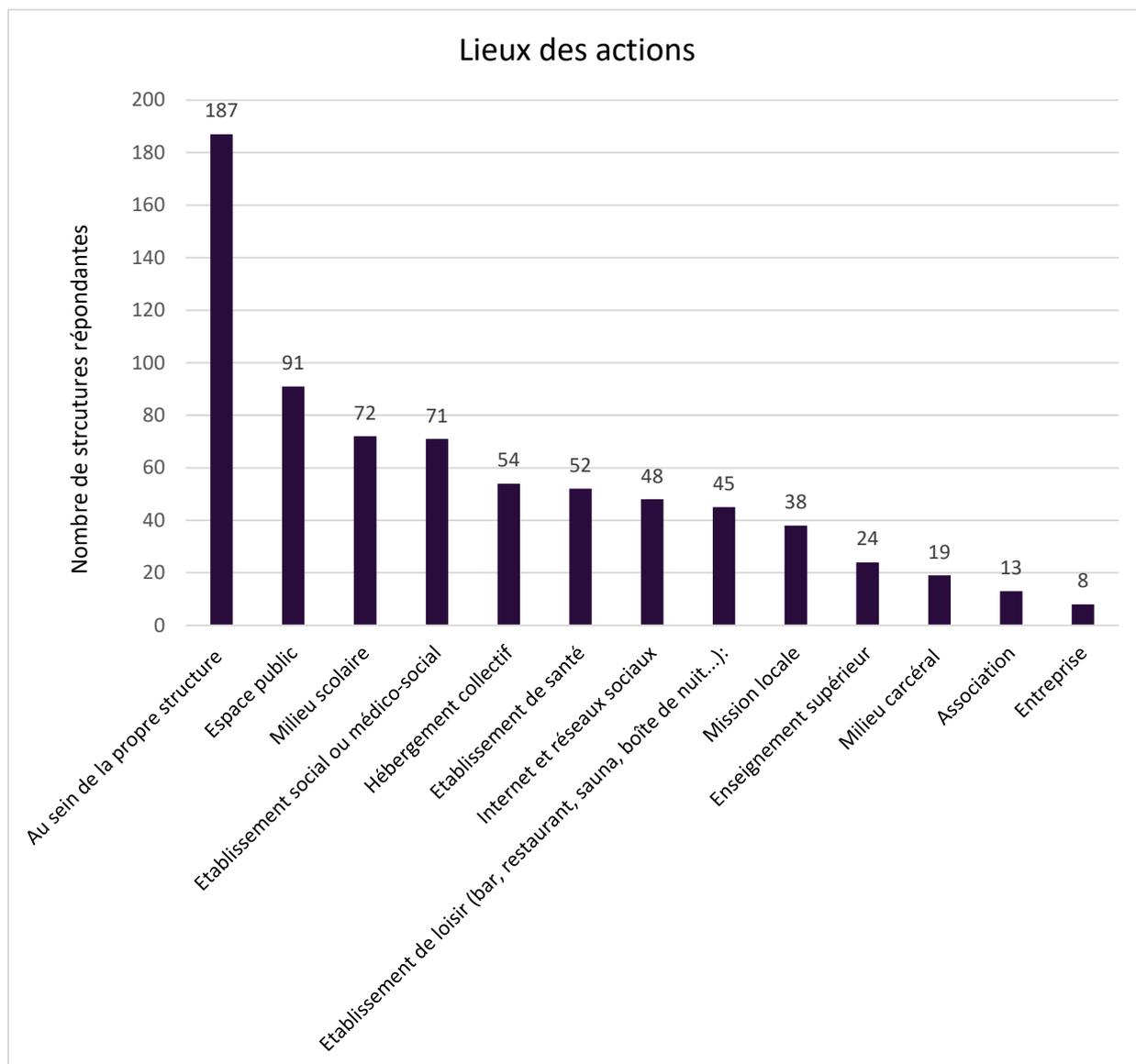
7. Formation

Une minorité de structures répondantes (n=44), soit 12%, ont répondu avoir eu besoin de former spécifiquement le personnel en vue de la semaine de la santé sexuelle.

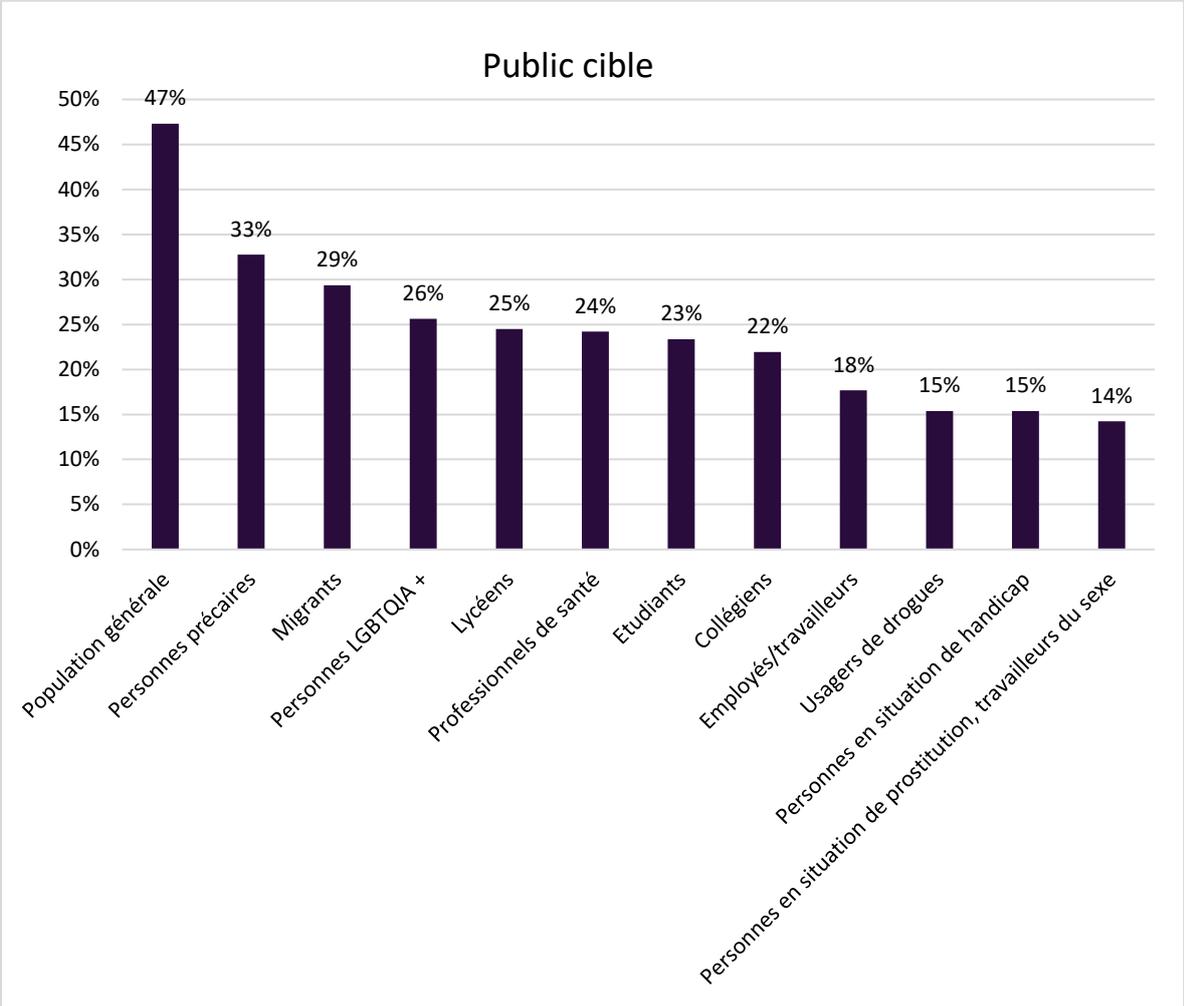
8. Lieux des actions et publics cibles

Les structures ont déclaré avoir mis en place les actions principalement en leur sein même (53%), dans l'espace public (26%), en milieu scolaire (21%) et dans les établissements sociaux ou médico-sociaux : accueil de jour, centre social, centre d'hébergement, ESAT... (20 %).

Le nombre moyen d'actions par structure était de 3.



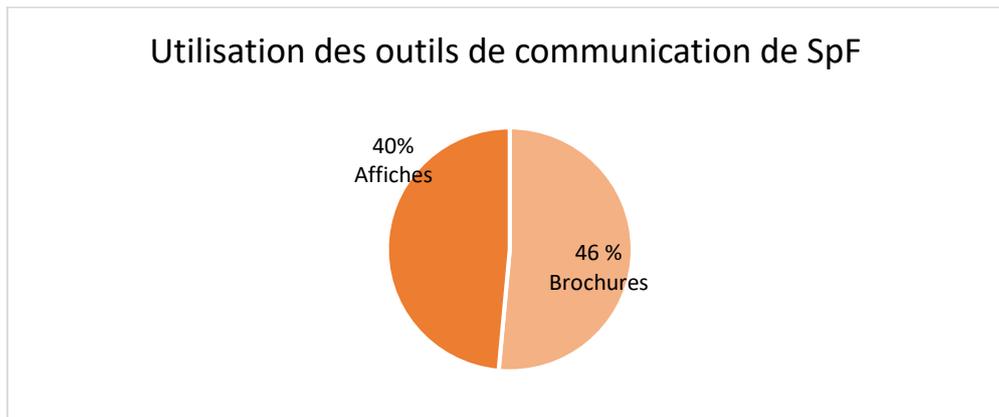
Concernant le public cible, la population générale arrive en première position puis on retrouve les personnes en situation de précarité et migrantes.



9. Outils de communication

a. Types d'outils

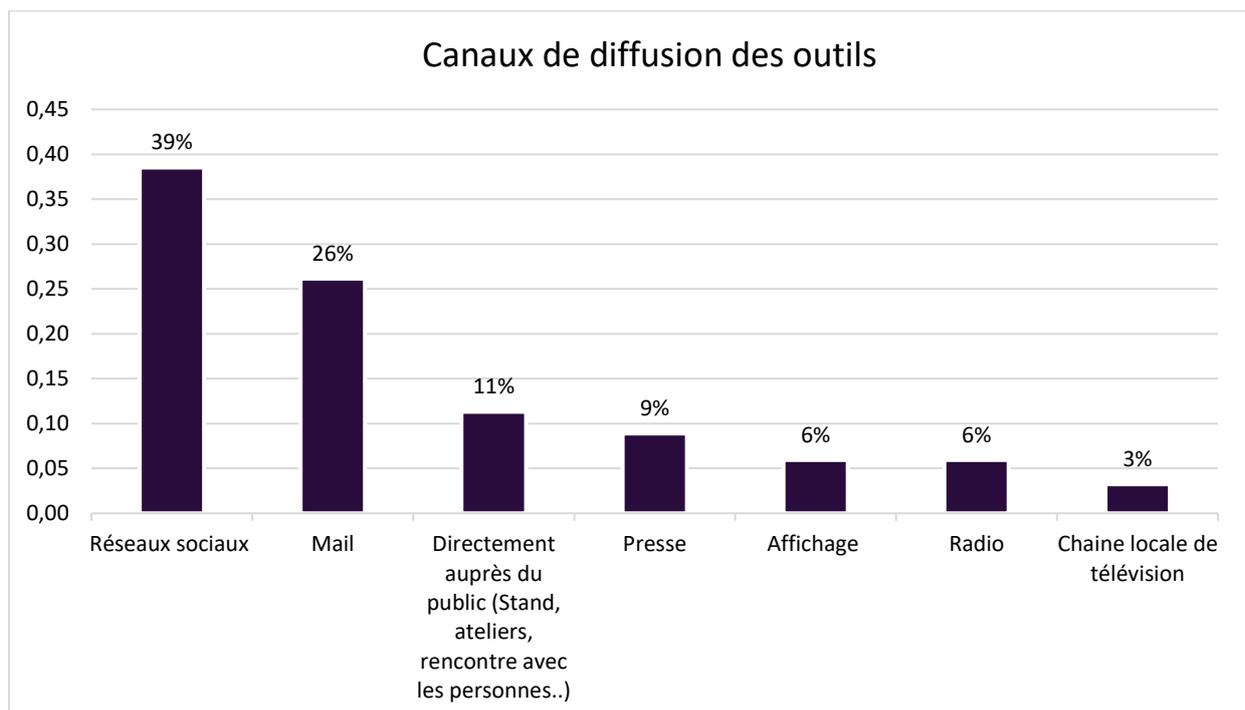
- 199 structures répondantes (57%) ont déclaré avoir utilisé les outils de communication de Santé publique France. La répartition du type d'outils est décrite dans la figure ci-dessous.



- 254 structures répondantes (72%) ont déclaré avoir utilisé d'autres outils que ceux de Santé publique France (notamment documents internes, documents de leurs partenaires, outils reconnus au niveau national comme le violentomètre...).

b. Canaux de diffusion des outils

Le principal mode de diffusion des outils a été celui des réseaux sociaux (39%) puis les mails (26%) et par contact direct auprès des populations cibles (11%).



10. Limites de ce bilan

Le nombre de réponses exploitables reste limité par rapport au nombre d'invitations envoyées et une partie importante des réponses était incomplète. De plus, l'ensemble des régions n'a pas répondu de manière uniforme. De nombreuses données manquantes sur le nombre de personnes touchées par les actions ainsi que les tranches d'âge ne nous ont pas permis d'analyser ces éléments. Enfin, le questionnaire actuel ne permet pas de recenser le nombre d'actions ni la description des actions mises en place.

11. Données qualitatives

a. Lien avec les structures partenaires

De nombreuses structures ont mis en avant le fait que cette semaine de la santé sexuelle représente une opportunité de créer et de renforcer des partenariats, que ce soit avec des structures déjà dans leur réseau ou de nouvelles structures.

Association : « *Le dépistage en détention a très bien fonctionné du fait de notre étroite collaboration avec le centre de détention de Val de Reuil depuis plusieurs années. L'atelier collectif réalisé à la maison d'arrêt de Rouen a permis d'aborder des sujets très variés grâce à la force du collectif : le suivi médical, les dépistages et examens de santé, la consommation de produits comme la dicibilité et le vécu.* »

Centre de santé sexuelle : « *Reprise de lien avec la Mission locale qui veut pérenniser la conférence sur d'autres groupes* »

Association : « *En partenariat avec le COREVIH, un communiqué de presse a été réalisé et a permis d'informer la population sur les diverses actions menées sur l'ensemble du territoire réunionnais* »

b. Communication et utilisation des outils de prévention

Les structures répondantes ont fait remonter lors de ce bilan l'importance de la communication auprès du public, en proposant des outils variés et adaptés autour de la santé sexuelle. Les retours positifs ont été nombreux concernant les outils produits par Santé publique France.

Dispositifs Instituts Thérapeutiques Éducatifs et Pédagogiques (DITEP) : « *libération de la parole / sujets sensibles sur lequel ils ont pu échanger librement, et dans la bienveillance* »

Centre LGBT : « *L'exploration du thème du consentement a été très positif car c'est un sujet finalement assez peu débattu et pourtant totalement central dans les relations affectives et sexuelles. Le thème a pu être exploré avec écoute et bienveillance, avec des propositions d'outils d'associations.*

Service de Prévention et De Santé au Travail « *l'emballlement, le chahut, les rires aux distributions de préservatifs, très bon moyen d'aborder la santé sexuelle dans sa globalité, effet goodies++++* »

ESAT : « *Cette semaine a permis à nos travailleurs de se questionner et de s'informer davantage sur divers sujets liés à la santé sexuelle. Cette semaine a permis de libérer la parole et de déstigmatiser ces thèmes.* »

c. Impact sur l'organisation des structures

Cette semaine a pu aussi être l'occasion de modifier l'organisation des structures et les horaires d'ouverture et ainsi toucher d'autres populations que celles habituellement reçues. Cette semaine a été l'occasion de mettre en place de nouveaux formats pour échanger autour de de la santé sexuelle.

CeGIDD : « Ouverture en dehors des horaires habituels (17h30-21h), accessibilité à une nouvelle population » « Le CeGIDD 63 a, à cette occasion, mis en place une consultation en horaire décalé (le soir) permettant d'élargir son offre au public »

Association : « aller-vers une population générale éloignée de l'information en santé sexuelle »

CeGIDD : « Les professionnels de santé et les associatifs ont répondu aux attentes des jeunes qui ont fréquenté la soirée. Une grande majorité des jeunes ne connaissaient pas ou peu les différentes structures présentes ».

Mission locale : « Les différents types d'animations ont permis aux jeunes d'être sensibilisés à la thématique de la santé sexuelle. Les différents supports : escape game + ciné débat + diner quizz ont permis de proposer une diversité de supports et de toucher le plus grand nombre de bénéficiaires ».

Centre de Santé Sexuelle « Très belle soirée, ciné débat autour du film "Annie Colère". Bon retours des participants. »

d. Besoin d'anticiper la communication et la coordination

Plusieurs structures ont fait remonter la problématique de la communication tardive sur les dates et les thèmes de la campagne avec parfois les délais longs pour commander des outils de communication et de prévention, ne facilitant pas la planification des actions. Il semble qu'une organisation régionale sous l'égide de l'ARS, plus avancée en termes calendaires, apparaisse nécessaire pour organiser les actions.

CeGIDD : « Les dates sont connues tardivement, ce qui laisse peu de marges de manœuvre pour les organisations vers des publics spécifiques. »

CeGIDD : « revoir la communication sur les réseaux sociaux et autre (peut-être en 2 temps et plus tôt), peu d'utilisateurs informés de la campagne: prévoir une diffusion sur les sites de rencontres ? absence d'affiche SPF sur la vaccination HPV »

Centre de Santé Sexuelle : « Communication trop tardive de l'évènement, nécessité d'anticipation.

Utilisation des réseaux sociaux, outils numériques pour diffuser l'information/ actions proposées
Revoir la date et le jour de l'intervention pour toucher un plus large public lycéen. »

Maison des adolescents : « Il serait bien à l'échelle locale de connaître bien en amont tous les acteurs qui contribuent à cette campagne afin d'agir en concertation voire en complémentarité à l'exemple de l'organisation du village associatif de la marche des fiertés ».

e. Besoin d'améliorer la coordination

Afin d'anticiper et d'améliorer la mise en place d'actions pour cette semaine, de nombreuses structures ont fait remonter le besoin de coordination et notamment l'importance de temps d'échange avec les ARS et les partenaires planifiés en amont.

CeGIDD : « *Pas suffisamment de temps pour réaliser une grosse action en coordination avec ARS et plusieurs partenaires* »

CeGIDD : « *Nous avons regretté le manque d'implication et de concertation avec notre ARS* »

Maison des adolescents : « *Il serait bien à l'échelle locale de connaître bien en amont tous les acteurs qui contribuent à cette campagne afin d'agir en concertation voire en complémentarité à l'exemple de l'organisation du village associatif de la marche des fiertés.* »

Association : « *Copil en amont organisé par l'ARS qui a permis de connaître de nouveaux acteurs et/ou partenaires* »

f. Choix des dates et de la durée

La date a pu poser problème, notamment pour les structures souhaitant toucher un public étudiant et/ou en établissement scolaire. Le format sur une semaine a pu être trop court pour mettre en place des actions, le format d'un mois pouvant être plus adapté à l'organisation de certaines structures. Il convient de rappeler que la sélection d'une date commune au niveau national relève toujours d'une grande complexité. Elle doit s'intégrer dans un calendrier déjà chargé (Semaine européenne de la vaccination, Mois sans tabac, Octobre rose, 1^{er} décembre (SIDA), examens scolaires, etc.). Il a par contre toujours été rappelé que cette semaine pouvait être l'occasion d'étaler dans le temps les actions en lien avec la programmation choisie par l'ARS.

IREPS : « *Une semaine c'est court pour planifier les événements : le mois de la santé sexuelle serait plus adapté. Pourquoi une semaine de la santé sexuelle alors que d'autres campagnes de prévention et de sensibilisation s'étendent sur un mois ? Mois sans tabac, Octobre Rose etc.* »

CeGIDD : « *Semaine pas appropriée. Le public cible, les lycéens étaient soit en vacances, soit en examens* »

g. Recueil des données

Plusieurs structures ont proposé des axes d'amélioration pour le bilan de semaine de la santé sexuelle 2024 :

- Envoi systématique en amont de la semaine de la grille du questionnaire aux structures pour anticiper son remplissage. Pour rappel, ce bilan avait été co-construit avec les ARS en amont afin qu'il puisse être communiqué le plus rapidement possible aux acteurs.
- Indiquer le temps approximatif de remplissage du questionnaire
- Faire un pré-test du questionnaire auprès d'un panel de structures
- Recenser le nombre d'actions mises en place par structure
- Améliorer le recueil des données pour les tranches d'âges/publics cibles
- Ajout d'une case avec texte libre pour décrire le ou les actions mises en place

12. Conclusion

La participation des structures au bilan de la semaine de la santé sexuelle est en forte augmentation par rapport à 2022 (80 réponses versus 351 réponses en 2023).

Ce bilan montre que les acteurs de terrain se sont saisis de cette semaine pour mettre en place de nouveaux partenariats et des actions dans un format innovant permettant de toucher un public plus large et parfois éloigné des acteurs de la prévention en santé sexuelle. A noter, un nombre important de dépistages et vaccinations réalisés lors de cette semaine.

Nous tenons à remercier toutes les structures qui ont pris le temps de remplir le questionnaire ainsi que les ARS pour l'envoi des invitations sur le logiciel Solen.